

Le Grain de Sable

Bulletin du comité local de La Ciotat

Janvier/février 2012
N°103



attac

Association
pour une taxation
des transactions
financières et
pour l'action
citoyenne

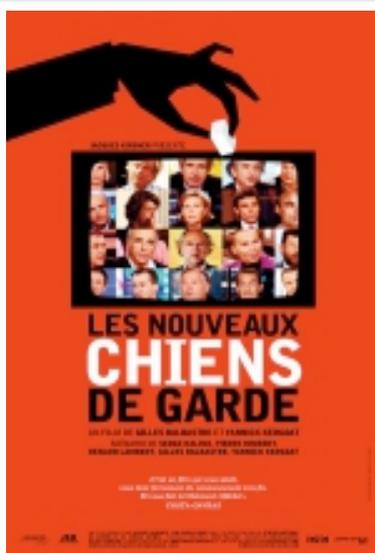
Sommaire :

Page 1 : projection débat le 14 février du film « les nouveaux chiens de garde »
Page 2 : nos mobilisations du premier trimestre
Page 3 et 4 : nucléaire et démocratie point de vue par Loïc Chabannes
Page 5 : agenda militant. Situation sur le parc national des calanques par Ph. Bonneau.

**Le débat du mois de février:
aura lieu exceptionnellement le
mardi 14 février à 20h00
au cinéma Lumière, Place Evariste
Gras à La Ciotat.
En partenariat avec l'association
« art et essai Lumière »
projection du film**

**« Les nouveaux Chiens de
Garde » de Gilles Balbastre et
Yannick Kergoat, d'après le livre
de Serge Halimi.**

**La projection sera suivie d'un
débat en présence de Marc
Pantanella qui a participé à la
réalisation du film et de Sylvain
Fournier, journaliste.**



Les médias se proclament "contre-pouvoir". Pourtant, la grande majorité des journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations pré mâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur. En 1932, l'écrivain Paul Nizan publiait "*Les chiens de garde*" pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en véritables gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, les chiens de garde sont journalistes, éditorialistes, experts médiatiques, ouvertement devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social.

Sur le mode sardonique, « Les nouveaux Chiens de Garde » dénonce cette presse qui, se revendiquant indépendante, objective et pluraliste, se prétend contre-pouvoir démocratique. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information produite par des grands groupes industriels du Cac40 et qui la pervertisse.

Nous vous attendons nombreux.

Nos mobilisations

Le premier semestre de cette année sera fortement marqué par le tempo des élections. Dans cette perspective, un groupe de travail de notre comité local s'est penché sur les programmes des différents candidats aux législatives pour étudier et comparer leurs propositions. Nous avons donc décidé de les convier et de les interpeller dans notre département lors de notre réunion mensuelle d'avril. (Sur le site d'Attac France, vous pouvez lire les réponses des candidats à la présidentielle au questionnaire qui leur a été adressé).

Pour autant nous continuons à nous investir sur deux évènements majeurs :

L'audit citoyen de la dette :

à l'initiative d'Attac un collectif national pour l'audit citoyen de la dette s'est créé regroupant associations, syndicats, appui de certains partis politiques. Au niveau départemental, le CAC13 organise un meeting le 17 février au théâtre Toursky. Cet événement sera le lancement de la campagne sur l'audit qui nous permettra de sensibiliser les citoyens à cet enjeu qui tiendra une place particulière dans les campagnes électorales.

Nous envisageons d'aborder le sujet de la dette publique au niveau local car, à côté des États, les collectivités (régions, départements, communes, structures intercommunales), les établissements publics (les hôpitaux notamment) et les associations ont eux aussi recours à l'emprunt pour financer leurs investissements.

Pour nous l'audit citoyen est un enjeu démocratique décisif, faire un audit c'est d'abord comprendre : d'où vient la dette, qui en profite, qui doit payer? C'est refuser que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels: nous voulons y répondre nous-mêmes par une forte mobilisation et un large débat qui décideront de notre avenir commun.

C'est un travail de longue haleine et nous

espérons constituer un collectif local avec d'autres partenaires locaux (associations, élus...). (À ce jour de nombreux collectifs se sont créés en France et dans le monde.)



dessin de François Feer

- Le FAME : Forum Alternatif Mondial de l'Eau du 14 au 17 mars au dock des suds

Contre la marchandisation de l'eau, pour des solutions citoyennes, ce forum est organisé par des associations, mouvements, syndicats et autorités locales du monde entier ; il se tient en contrepoint du forum organisé par les multinationales qui gèrent le monopole de l'eau. Il sera précédé les 9 et 10 mars par un colloque sur l'eau au Conseil Régional organisé par France Libertés et le CRID (Centre de recherche et d'Informations pour le Développement).

La préparation de ce forum repose essentiellement sur le bénévolat de militants. Nous lançons un appel à toutes les forces militantes à se mobiliser pour faire de ce forum un succès. Nous avons besoin d'hébergement solidaire, d'aide à l'installation, de traducteurs et surtout de votre présence. Vous pouvez vous inscrire dès maintenant en ligne :

<http://www.fame2012.org/fr/programme/inscription/>

Pour plus d'informations, aller sur le site :

www.fame2012.org/fr.

Nos prochains débats de mai et juin porteront sur le nucléaire, les révolutions arabes et sans doute sur l'enjeu de RIO+20 qui a lieu au mois de juin à Rio.

Ce premier semestre s'annonce riche et plus que jamais Attac a besoin de vous pour jouer pleinement son rôle de fédérateur et de creuset des idées et des pratiques alternatives.

Pensez à renouveler votre adhésion le plus tôt possible

Une amorce à notre prochain débat sur le nucléaire

Point de vue par Loïc Chabannes

Le nucléaire en France est un concentré des travers de l'héritage historique de la vie économique et politique de notre pays. L'histoire de France s'est construite sur la base de grands récits mythologiques, entretenus décennies après décennies, cristallisés autour de l'Histoire de France de Michelet.

Constamment reviennent dans l'imaginaire ces grands chefs unificateurs (Vercingétorix, Clovis, Charlemagne, Philippe-Auguste, Jeanne d'Arc, François Ier, Richelieu, Louis XIV, Napoléon I et III, De Gaulle...), souvent centralisateurs, et sacrés qui personnifient le pays. La construction politique et économique, le "dialogue" social se construisent avec cette vision simplificatrice du grand chef qui décide de tout et dont tous dépendent.

La constitution de la Vème République et les partis soumis en sont les exemples les plus flagrants ; Sarkozy et les courtisans UMP en sont de belles caricatures.

La domination de la vie économique (et politique, étant donnée la porosité des milieux) par de puissants grands groupes (Vinci, Véolia, Bouygues, Areva, EDF, Renault, Peugeot...), donneurs d'ordres à une multitude de sous-traitants asservis traités comme de la valetaille, souvent placés dans des situations quasi-monopolistiques, renvoie directement à cette France féodale, peuplée de grands contes, de ducs et barons, dirigeant la plèbe sans contre-pouvoir.

Les images du Roi-soleil absolutiste et de ces grands féodaux peuvent sembler s'entrechoquer et se contredire. De fait elles s'interpénètrent et laissent une seule version du pouvoir : la verticalité descendante ; la structure pyramidale d'une hiérarchie corsetée.

On est loin de l'histoire de la Scandinavie qui a une histoire d'hommes et femmes libres de plus de mille ans (lire dans les sagas islandaises dans les parlements appelés "thing" ou "althing"). L'Allemagne n'a pas vécu le centralisme exacerbé à la française ; au contraire, toute son histoire, depuis le Haut Moyen-Âge jusqu'à Bismarck est une lutte contre les tentatives d'hégémonie des empereurs romain-germaniques. Chaque région était sinon indépendante, du moins autonome. D'où découle aujourd'hui une république fédérale peuplée de Länder aux pouvoirs importants ; par voie de conséquence apparaissent une nécessité de concertation, de dialogue, de négociation réelle et vivante, bien loin des situations factices mises en scène par le pouvoir français.

La vie économique française est archi-dominée par les grands groupes vivant des situations de rente ; la colonne vertébrale de l'économie allemande en revanche est un intense réseau de PME essayant de tirer leur épingle du jeu. À structure différente, état d'esprit différent. La Norvège profite de sa manne

pétrolière pour faire bénéficier l'ensemble du pays quand dans le même temps Total, les BTP, les autoroutiers et les marchands d'eau thésaurisent, se gobergent et aspirent l'argent à eux sans contrepartie.

La vie sociale française vit les mêmes symptômes : seuls quelques % de la population sont syndiqués en France et les arbitrages sont arbitrés au plus haut (syndicats dominants, Medef tenu par les grands groupes, gouvernement) par décrets et lois quand Allemagne, pays scandinaves, Pays-Bas ont un taux de syndicalisation de l'ordre de 80-90 % ; les négociations se font directement direction-syndicat ou branche par branche, si besoin est à l'aide d'un médiateur non gouvernemental. On peut remarquer par de multiples exemples cette structure pyramidale, centralisatrice, qui s'infuse dans toute la société française.

Et le conflit nucléaire *versus* énergies alternatives renouvelables est une illustration flagrante de ces biais comportementaux français, ancrés même de façon inconsciente.

Le pouvoir a décidé (ordonnance du 18/10/1945, De Gaulle) de se lancer dans le nucléaire, à l'origine pour d'uniques motifs militaires. Quid d'un débat au sein de la société, d'un contre-pouvoir ? Que nenni ! Quand le pouvoir central (on pourrait presque dire le politburo) a accumulé trop de matières radioactives pour ses bombinettes, "on" aurait pu s'arrêter, reprendre son souffle et prendre le temps de s'occuper des déchets plutôt que de planquer la vilaine poussière sous le tapis. Oh non ! Car les ingénieurs des Mines, investis d'une Mission Divine, eurent une idée géniale : pour éponger les stocks des militaires, faisons du nucléaire civil. Mais la structure est restée militaire dans l'âme : secret, projets coûteux, déni des problèmes et des soucis techniques, infaillibilité de nos ingénieurs. Louis XIV a eu son château de Versailles, la IIIème République sa tour Eiffel, la Vème a eu ses réacteurs. Ouvrages pharaoniques et dispendieux, expressions de la puissance grandiose du souverain.

En 1981 Mitterrand dans ses 110 propositions promettait non seulement limiter le programme nucléaire aux seules constructions en cours mais aussi de consulter (enfin!) les français par référendum. Mais le réflexe du souverain, associé au redoutable lobbying d'EDF et du noyau des ingénieurs des Mines a freiné cette belle envolée. Conséquence : si Plogoff a été arrêté, 34 réacteurs seront couplés au réseau (contre 16 sous Giscard) sans compter l'extension du "traitement" des déchets. Le nucléaire reste les deux pieds dans le XIXe siècle : le mythe du progrès envers et contre tout et le mythe de la science qui peut tout, qui résoudra tout...un jour. Superphénix en est un reflet caricatural. Les déchets ne font que s'accumuler et, 70 ans après, on n'a toujours aucune solution. On ne peut que nier le problème (voir les conférences de Jancovici, ingénieur maison, aux futurs ingénieurs).

Culture du secret, opacité, raison contre tous. L'élite a raison et la populace n'est qu'un ramassis de crétins à qui il faut apporter le bien malgré eux. L'expression de cette morgue est exemplaire lors des « incidents » (c'est-à-dire les « presque-catastrophes ») qui émaillent l'histoire du nucléaire français. Trois exemples parmi d'autres : le 17 oct. 1969, et le 13 mars 1980, les réacteurs 1 (en 69) et 2 (en 80) commencent à rentrer en fusion à st Laurent des Eaux (50kg d'uranium en '69, 20 kg en '80). Qui le sait ? Personne. Le 27 déc. 1999 la tempête provoque une montée des eaux qui menace la centrale du Blayais. La catastrophe est évitée, par chance, d'extrême justesse. À chaque fois les mesures de sécurité sont renforcées, heureusement mais tout indique que le pire, l'imprévu, le cas rare n'a pas été pris en compte.

Et le pire est à venir. Car, pour cause du seul critère désormais de rentabilité depuis quelques années, de distribution de cash aux actionnaires, nous entrons dans une ère à courte vue : centrales vieillissantes qu'on va tenter de faire durer le plus longtemps possible (70 ans au lieu des 30 prévues initialement), le moins d'arrêts possibles pour réparations et/ou révisions, personnels intervenant de moins en moins formés et impliqués, gestion non plus à des ingénieurs conscients des dangers mais à des traders inconscients, constructions avec quantité de malfaçons (EPR à Flamanville par Bouygues). On chercherait la catastrophe qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Quant aux syndicats, aux petits soins. Je me souviens de Daniel Cohn-Bendit malmené et molesté par les agents EDF, lors de la campagne présidentielle de 2002.

Face à cette machine géante tenue à bout de bras par les grands groupes rentiers, par les gouvernements naïfs dans leurs croyances et ivres de toute-puissance, par les ingénieurs enfermés dans leurs mythes (comment renoncer à deux générations d'aventure dans la magie technoscientifique?), par la mentalité française acceptant sans rechigner une centralisation monarchique et une domination des grands seigneurs industriels, dominant eux-mêmes les grands medias, les énergies alternatives proposent l'exact inverse. L'éolien, le solaire, la géothermie, la micro hydroélectricité, la méthanisation des déchets, la cogénération peuvent mettre en avant une multitude de petites unités, décentralisées, à circuit court. Chacun pourrait largement consommer moins d'énergies (voir le scénario Négawatt), produire soi-même sa propre électricité.

Où est le problème ? Il est simple : nos Grands perdraient le pouvoir !

D'où campagnes intenses pour discréditer l'éolien, pour sabrer le secteur du solaire en faisant depuis 40 ans avancées et reculades qui flinguent les industries naissantes, pour encourager l'utilisation de l'électricité dans le chauffage, un véritable non-sens !, pour minimiser les catastrophes de Fukushima et Tchernobyl, pour mettre en avant l'indépendance énergétique qui n'existe plus depuis longtemps. Il s'agit d'occuper le terrain des renouvelables par d'autres projets industriels gigantesques (grands

champs de panneaux solaires par exemple) plutôt qu'encourager les micro investissements.

Au pouvoir centralisé symbolisé par les centrales nucléaires et les grandes lignes à haute tension pourrait répondre une multitude décentralisée réunie en coopératives.

La question du nucléaire est en fait un enjeu démocratique et traduit une vision duale de la société. Choisir son camp c'est faire un choix radical et de société et de démocratie. L'abandon du nucléaire suppose et nécessite une révolution conceptuelle de la démocratie.

**Date à retenir absolument :
dimanche 11 Mars,**

**chaîne humaine, un an après Fukushima,
qui promet d'être un temps fort de la lutte
anti-nucléaire.**

Pour en savoir plus :

<http://chainehumaine.org/>

pour un départ en bus à 15€ la place au départ
de Toulon avec un arrêt à La Ciotat.

<http://chainehumaine.org/Departs-groupes#50>



Porto Alegre : un forum social dans la crise globale.

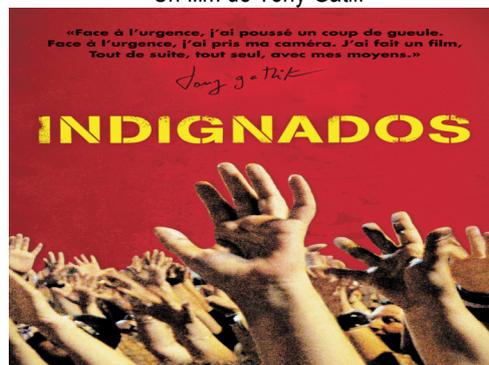
On n'en entend pas beaucoup parler dans les médias, de ce Forum Social Mondial thématique intitulé : « crise capitaliste, justice environnementale et sociale. » qui se tient du 24 au 29 janvier à Porto Alegre.

Ses objectifs :

- préparer la nouvelle Conférence des Nations Unies pour un développement durable, dite Rio+20 qui se tiendra à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012,
- analyser le contexte de la crise économique, financière et sociale,
- faire le lien entre la dynamique altermondialiste et les acteurs des mobilisations et des luttes de l'année 2011, de la place el Tahrir à Wells Street, de la Puerta de Sol à Tunis.

Sortie le 7 mars 2012 : INDIGNADOS

Un film de Tony Gatlif



Agenda militant :

Jeudi 2 février: Conseil d'Administration du comité local à 18h30 à la maison des associations, ouvert à tous les adhérents.

Samedi 4 février: « on lâche rien » fête de « solidaires » au dock des suds, à partir de 14 heures, espace de rencontres d'expression, de convivialité et de concert. (*Attac 13 tiendra un stand.*)

Samedi 11 février : à 14h00, porte d'Aix à Marseille grand rassemblement anti-raciste.

Du 10 au 12 février : "Faites sans OGM" (ATTAC y participe) <http://84sansogm.sosblog.fr/Foll-Avoine-II-b1/FAITES-SANS-OGM-AFFICHE-PROGRAMME-DU-10-au-12-FEVRIER-2012-b1-p59450.htm>

Dimanche 12 février : nous serons sur le marché de La Ciotat : distribution de tracts pour sensibiliser les citoyens à l'audit citoyen de la dette avec la participation du « coulis band » qui animera un sketch « sur l'histoire d'une dette ».

Mardi 14 février: débat mensuel du comité local à 20h00 au cinéma Lumière, projection du film « les nouveaux chiens de garde » en partenariat avec l'association « art et essai Lumière ». (plus de détails page 1).

Mercredi 15 février: où en sommes nous de la médiathèque? Venez en débattre à 18h30 salle Saint Marceaux : « une médiathèque et un théâtre municipal, deux outils fondamentaux dans la cité »

Vendredi 17 février: grand meeting organisé par le CAC13 (*Collectif pour un Audit Citoyen de la dette*), à partir de 18h00 au théâtre Toursky, en présence de Damien Millet co-auteur du livre « la dette ou la vie », Sonia Mitralia, membre du comité grec contre la dette, Frédéric Larrivée, secrétaire syndical CGT trésor 13, Djamila Z., militante à Picon/Busserine contre le projet ANRU, Christiane Marty, membre du collectif national pour un audit citoyen de la dette, Anne-Marie Alary, membre du collectif départemental, CAC13.



Où en est le projet de Parc National des Calanques ?

Notre comité Attac La Ciotat a dès le début soutenu la création d'un Parc National des Calanques, premier parc périurbain de France, concernant principalement les communes de Marseille, Cassis et La Ciotat.

En effet, ce projet de PNC a pour ambition de préserver un espace périurbain de qualité, mais fragile en lui donnant un statut national destiné à protéger son environnement, sa diversité biologique et à mieux réglementer les divers usages, face aux pressions immobilières et à une fréquentation qui risquerait de se développer de façon anarchique. Aussi nous avons rejoint l'association La Ciotat Cœur de Parc LCCP, pour faire entendre notre voix et promouvoir la création du parc.

Aujourd'hui, **la décision de création est imminente (fin mars)**: suite à une enquête publique plutôt réussie menée fin 2011 qui a démontré une adhésion majoritaire des citoyens au projet, et à un rapport d'enquête qui a fait des préconisations intéressantes, la prochaine assemblée du GIP devrait se tenir le 20 janvier pour se prononcer sur la version n°4 de la charte.

Mais il y a des problèmes: ainsi la commission préparatoire à l'AG qui s'est réunie le 10 janvier n'a pas suivi certaines recommandations du rapport d'enquête publique sur plusieurs points notamment de périmètre du cœur du Parc: cela concerne en particulier **le secteur de Sainte-Croix sur la commune de La Ciotat**. En effet Monsieur Collura, adjoint au maire a fait pression sur la commission pour qu'elle le retire du périmètre, avec l'argument de mieux protéger le secteur ! ...

Sinon, la Commune se retirait du parc! Nous nous opposons à cette restriction: l'argument est irrecevable car il laisse au contraire la porte ouverte à des opérations immobilières, indésirables dans cet espace fragile.

Il a été convenu que notre représentant au sein de LCCP qui siège au GIP défendrait cette position le 20 janvier. Affaire à suivre donc, ... nous resterons vigilants jusqu'au bout.

Nota : Le GIP des Calanques, groupement d'intérêt public réunit 42 membres: 4 représentants de l'Etat, 6 représentants des collectivités locales (dont P. Boré pour La Ciotat ou N. Collura en tant que suppléant) et 32 représentants d'associations (dont LCCP pour La Ciotat).

Philippe Bonneau